



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

PREFECTURE

Direction de la Coordination Interministérielle
Et de l'Action Départementale
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

ARRETE du 3 novembre 2014

Autorisant le GAEC DU BROUSSAIS implanté au lieu-dit
« Arguignac » à SIXT SUR AFF à restructurer et à agrandir
son élevage porcin.

LE PREFET de la REGION de BRETAGNE PREFET d'Ille-et-Vilaine

N°40909 MODIFICATIF

VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011, modifié le 23 octobre 2013, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111, et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 , relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le Préfet coordonnateur ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2013 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la Région Bretagne.

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 établissant le programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre les nitrates d'origine agricole ;

VU la lettre instruction du Préfet de région du 30 novembre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 40909 délivré le 16 avril 2013, modifié le 2 septembre 2013, autorisant le GAEC DU BROUSSAIS à exploiter un élevage de porcs au lieu-dit « Arguignac » à SIXT SUR AFF (35550) ;

VU la demande présentée par le GAEC DU BROUSSAIS en vue d'être autorisé à restructurer et à agrandir son élevage porcin situé au lieu-dit « Arguignac » à SIXT SUR AFF;

VU les plans joints à la demande ;

VU l'avis de l'Inspecteur des installations classées ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa réunion du 14 octobre 2014 ;

VU le projet d'arrêté notifié à l'intéressé en date du 18 octobre 2014 ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a émis aucune observation au projet d'arrêté dans le délai imparti ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L-511.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions techniques d'exploitation sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant permettront de limiter les nuisances olfactives et sonores ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L-511.1 du Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que les prescriptions du 5^{ème} programme d'actions au titre de la Directive Nitrate s'appliquent à toutes les exploitations ;

Considérant :

- que les distances réglementaires sont respectées ;
- que l'augmentation du nombre d'animaux équivalents est inférieure à 450 ;
- que le plan d'épandage reste identique ;
- que les seuils réglementaires pour l'azote et le phosphore sont respectés ;
- que les prescriptions liées aux épandages sont respectées ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

A R R E T E

Article 1er – L'article 2.1 de l'arrêté n° 40909 du 16 avril 2013, modifié le 02 septembre 2013, est modifié comme suit :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A.E.DC.D.NC.	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'Installation	Critère de classement	seuil de critère	Volume autorisé
2102		A	Porcine	engraissement	animaux équivalents	450	2912

3660 b	A	Porcine	engraissement	animaux équivalents	2000	3
--------	---	---------	---------------	------------------------	------	---

A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration soumise aux contrôles périodiques ; D : déclaration ; NC : non classe

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Type d'animal	Nombre
Porcs à l'engrais	2912

Article 2 – L'article 20.1 de l'arrêté n° 40909 du 16 avril 2013, modifié le 02 septembre 2013, est modifié comme suit :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivantes (purin, lisier, fumier, compost, boues de station d'épuration, eaux colorées (brunes, blanches, vertes, lixiviats, jus de silos).

Type d'effluents ou de déjections	Volume ou masse produit annuellement	Valeur agronomique produite (unités annuelles)	
		Nt	P ₂ O ₅
Lisier	4193	23598	12673

LES AUTRES ARTICLES SANS CHANGEMENT

Article 3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1) – Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2– Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients, ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes et, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont pas acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-Préfet de REDON, le Maire de SIXT SUR AFF et l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général,

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a final vertical stroke, positioned over the text 'Le Secrétaire général,' and 'Patrice FAURE'.

Patrice FAURE